



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
OCCITANIE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

PRÉFET COORDONNATEUR  
DU BASSIN ADOUR-GARONNE

**Arrêté d'orientation de bassin du JJ mois 2023  
relatif au renforcement de la coordination des mesures de gestion de la sécheresse  
sur le bassin Adour-Garonne**

Le préfet de la région Occitanie,  
Officier de la Légion d'honneur  
Commandeur de l'ordre  
national du Mérite

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L L211-3, R 211-66 et suivants concernant les mesures de limitations des usages de l'eau en cas de sécheresse ou à un risque de pénurie ;

Vu le code de la santé publique et en particulier ses articles L.1321-1, et R. 1321-9

Vu le décret n°2005-636 du 30 mai 2005 relatif à l'organisation de l'administration dans le domaine de l'eau et aux missions du préfet coordonnateur de bassin ;

Vu le décret n°2021-795 du 23 juin 2021 relatif à la gestion quantitative de la ressource en eau et à la gestion des situations de crise liées à la sécheresse ;

Vu le décret n°2022-1078 du 29 juillet 2022 relatif à la gestion quantitative de la ressource en eau en dehors de la période de basse eaux ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0 de la nomenclature ;

Vu le schéma directeur d'aménagement de gestion des eaux (SDAGE) 2022-2027 approuvé le 10 mars 2022 par le préfet coordonnateur du bassin Adour-Garonne et notamment les dispositions de l'orientation C « *Agir pour assurer l'équilibre quantitatif* » ;

Vu le rapport de synthèses de la consultation du public réalisée conformément à l'article L. 123-19 du code de l'environnement, en date du XXXXX février 2023 ;

Considérant les retours d'expérience des épisodes de basses eaux 2018, 2019, 2020, 2021 et 2022, et la nécessité de renforcer la coordination des mesures de restriction temporaire des usages de l'eau en situation de sécheresse dans un souci de clarté et d'efficacité, ainsi que de préciser les modalités de décision et les critères à retenir en cas d'étiage sévère pour adapter la gestion du soutien d'étiage selon la situation hydrologique, météorologique et la disponibilité des stocks des retenues mobili-sables ;

Considérant les avis émis lors de la consultation du public, réalisée du XXX au XXXXXX par la mise à disposition, sur le site internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Occitanie, des documents précisant et justifiant le renforcement de la coordina-tion de la gestion de la sécheresse ;

Sur proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Occitanie, délégué de bassin Adour-Garonne,

Arrête :

### **Art. 1<sup>er</sup> : Objet et périmètre d'application**

L'arrêté d'orientation de bassin susvisé, du 2 juillet 2021 est abrogé.

Le présent arrêté d'orientation relatif au renforcement de la coordination des mesures de gestion de la sécheresse s'applique sur le périmètre du bassin Adour-Garonne.

Il a pour objet de :

- désigner des bassins interdépartementaux à enjeux, nécessitant un arrêté cadre interdéparte-mental (ACI) afin de renforcer la coordination des mesures de gestion de la sécheresse (voir art. 2 et annexe 3);
- définir les orientations communes au bassin Adour-Garonne pour la gestion de la sécheresse, en application de l'article R. 211-69 du Code de l'Environnement ;
- préciser l'organisation de la gouvernance pour la gestion de la ressource en eau des milieux superficiels ou souterrains en période d'étiage (voir art. 4 et annexe 4);
- assurer une harmonisation des conditions de déclenchement et de levée des mesures de res- triction et/ou de suspension provisoires (voir art. 6 et 8);
- définir un socle de prescriptions minimales à intégrer dans les arrêtés cadre (voir art. 6, 9);
- préciser un cadre pour l'adaptation des dispositifs de réalimentation et de soutien d'étiage sur le bassin Adour-Garonne (voir art. 8.5).

### **Art. 2. : Couverture totale du bassin Adour-Garonne en arrêtés cadres**

Le bassin Adour-Garonne a vocation à être couvert par des arrêtés-cadres, chaque zone d'alerte étant concernée par un seul arrêté-cadre départemental ou interdépartemental (cf. annexe 3).

Il est donc demandé, en visant une application au 15 juin 2023, autant que possible :

- la mise à jour des arrêtés cadres les plus anciens du bassin Adour-Garonne : Lèze, Arize et Dropt pour tenir compte des évolutions réglementaires récentes ;
- le regroupement des arrêtés cadres appartenant à des zones cohérentes hydrographiquement au sein d'un seul arrêté cadre inter-départemental piloté par un préfet référent. C'est le cas des arrêtés cadres de l'Adour, et du Midour et de la Douze ;
- la couverture par un arrêté cadre des zones actuellement dépourvues d'arrêté cadre départe- mental ou interdépartemental, même s'il n'y a pas de prélèvement d'eau connu.

Elle pourra être adaptée en fonction des attentes des territoires, tout en assurant une couver- ture exhaustive du bassin, sur la base des actions suivantes qui sont visées :

- la création d'un arrêté cadre interdépartemental sur le territoire des Gaves et des fleuves côtiers ;
- la création d'arrêtés cadres départementaux ou interdépartementaux sur les fleuves côtiers des Landes et de la Gironde. Un diagnostic doit définir le type d'arrêté à mettre en place sur cette zone ;
- la création d'un arrêté cadre départemental sur les zones qui en sont dépourvues sur les départements, notamment de l'Ariège, des Hautes-Pyrénées ou du Tarn ;
- l'inscription, dans les arrêtés cadres départementaux, des modalités de gestion coordonnée des petits bassins interdépartementaux ayant un besoin de coordination et non couverts par des arrêtés cadres interdépartementaux avant l'application du présent arrêté.

Ces bassins devront être gérés de façon globale et harmonisée entre les départements concernés. Les modalités de cette gestion coordonnée seront décrites dans les arrêtés cadres départementaux de chaque département concerné. Ces petits bassins pourront être rattachés à des arrêtés cadres interdépartementaux si c'est plus pertinent, en y inscrivant alors la coordination les concernant.

Les petits bassins concernés sont identifiés dans le tableau ci-après. Les préfets compétents et leurs rôles respectifs « déclencheur(s) » ou « suiveur(s) » des mesures de restriction (cf. définition de ces rôles en annexe 2) ainsi que les zones d'alerte concernées seront identifiés dans les arrêtés cadres qui les concernent.

Bassin versant	Départements concernés	Préfet déclencheur	Préfet(s) suiveur(s)
Salat	09-31	31	09
Volp	09-31	31	09
Hers Mort-Girou	11-31-81	31	11 - 81
Séoune et affluents	47-82-46	82	46 - 47
Ciron	40-47-33	33	40 -47
Lisos	47-33	33	47
Canal des Landes et affluents	33-40	33	40
Grande et Petite Leyre et affluents	33-40	33	40
La Livenne	17-33	17	33

- la fin des superpositions d'arrêtés cadres sécheresse. Il est visé leur rationalisation, simplifiant la compréhension des mesures s'appliquant par territoire.
- L'examen, en vue de leur suppression, des arrêtés cadres départementaux sur les secteurs couverts à la fois par un arrêté cadre départemental et un autre interdépartemental. En cas de maintien des deux niveaux d'arrêtés, la plus-value doit être justifiée. L'arrêté cadre départemental doit être révisé autant que possible avant l'étiage 2023 et requalifié en arrêté d'application départemental de gestion de la sécheresse.

Au plus tard autant que possible le 15 juin 2023, le bassin Adour-Garonne devra être couvert par les arrêtés cadres interdépartementaux désignés dans le tableau ci-après :

Type d'arrêté cadre	Territoire d'Arrêté Cadre Interdépartemental	Préfet référent de l'ACI	Sous-bassin concerné
ACI	Garonne	Haute-Garonne	Garonne
ACI	Dropt	Lot-et-Garonne	Garonne
ACI	Ariège/Hers Vif	Ariège	Garonne
ACI	Lèze	Ariège	Garonne
ACI	Arize	Ariège	Garonne
ACI	Adour-Midour-Douze	Landes	Adour
ACI	Gaves et côtiers	Pyrénées-Atlantiques	Adour / Côtiers
ACI	Neste et rivières de Gascogne	Gers	Neste
ACI	Tarn	Tarn	Tarn
ACI	Aveyron	Tarn-et-Garonne	Aveyron
ACI	Barguelonne Lemboulas	Tarn-et-Garonne	Garonne
ACI	Lot	Lot	Lot
ACI	Dordogne	Dordogne	Dordogne
ACI	Cogesteau	Charente	Charente
ACI	Karst	Charente	Charente
ACI	Saintonges	Charente-Maritime	Charente

D'autres territoires pourront être couverts par des arrêtés cadres interdépartementaux si c'est opportun sur les territoires concernés. Après 2023, si nécessaire, les révisions d'arrêtés cadres sont publiées avant le début de la période d'été de la période d'été du périmètre concerné.

### **Art. 3. : Arrêtés cadres départementaux ou interdépartementaux**

Le présent article précise le contenu des arrêtés cadres du bassin Adour-Garonne. Chaque arrêté-cadre départemental (ACD) ou interdépartemental (ACI) (cf. définition en annexe 1) doit préciser les indications suivantes :

- la délimitation des zones d'alerte selon les principes de l'article 5 du présent arrêté,
- l'application des quatre niveaux de gravité précisés à l'article 8,
- les rôles des préfets (cf. annexe 2), pour la coordination de la gestion de la sécheresse, en précisant la nature de la ressource en eau concernée,
- les indicateurs à prendre en compte pour l'évaluation de l'état de la ressource et les conditions de déclenchement des mesures de restriction ou de suspension progressive temporaire des usages de l'eau définis à l'article 8,
- les conditions permettant de prétendre, à titre exceptionnel, à une adaptation des mesures de restriction sur demande d'un usager ou d'un nombre limité d'usagers,
- les modalités de coordination prévues entre les préfets de départements concernés pour chaque bassin versant interdépartemental,
- les références des stations hydrométriques et piézométriques retenues pour la gestion de la sécheresse, et pour chacune de ces stations, les valeurs de franchissement des quatre niveaux de gravité du dispositif (précisés à l'article 8),
- les références des stations de suivis des écoulements superficiels (stations ONDE) retenues pour la gestion de la sécheresse, ainsi que les règles spécifiques pour la prise et la levée des restrictions des usages, basées sur ces observations le cas échéant (cf. article 8 et annexe 6)
- les mesures de restriction temporaire des usages de l'eau et de communication à mettre en œuvre en fonction de la ressource en eau concernée, des usages de l'eau, des usagers (particulier, entreprise, collectivité, exploitant agricole), et des niveaux de gravité (précisées à l'article 9 et au tableau de ces mesures de l'annexe 7) selon les principes de l'article 8. Le préfet

de département, peut prendre, si le contexte local le nécessite, des mesures locales plus restrictives en fonction des niveaux de gravité pour préserver en priorité la fourniture d'eau potable et la préservation des milieux aquatiques.

L'arrêté cadre veille à :

- établir une bonne coordination des règles de restriction d'usage de l'eau à l'échelle des bassins versants ;
- limiter les délais entre le constat de dépassement des seuils de gestion et l'entrée en vigueur des mesures de restriction ou leur levée ;
- introduire une progressivité dans les mesures prises.

La mise à jour des arrêtés cadres est attendue autant que possible au plus tard le 15 juin 2023 pour une mise en application à partir de l'étiage 2023, selon le présent arrêté d'orientation de bassin. En cas de mise à jour nécessaire après 2023, les révisions d'arrêtés cadres sont publiées avant le début de la période d'étiage définie sur le périmètre concerné.

#### **Art. 4. : Gouvernance de la gestion de la ressource en eau**

Le présent arrêté recommande des principes de gouvernance à promouvoir sur le bassin afin d'améliorer la réactivité de la gestion de l'étiage.

Le suivi de la sécheresse est assuré par des comités de différents niveaux. L'ensemble de ces comités pourra être dématérialisé.

##### **4.1. : Échelon départemental :**

- **comité « Ressource en Eau » départemental** (CRE départemental) : il se réunit au minimum deux fois par an avant le début et en fin d'étiage. Il a vocation à préparer la gestion de la ressource durant l'étiage et à réaliser un bilan de cette gestion. Il prévoit également si nécessaire les révisions de l'arrêté cadre départemental s'il existe. Il est présidé par le préfet de département ou son représentant.

Le comité « Ressource en eau » doit refléter l'ensemble des usages de l'eau et comprendre des représentants des trois collèges suivants : les services de l'État ; les collectivités et leurs groupements compétents (dont les syndicats de bassins versants) ; les usagers comprenant notamment les professionnels, les associations de protection de l'environnement, les personnes responsables de la production et de la distribution de l'eau, et les consommateurs. Une liste des participants est présentée à titre indicatif en annexe 4. Ce comité peut mandater des représentants qui siégeront au sein du comité de suivi opérationnel de l'étiage. Ce mandat pourra être revu lors du comité précédent l'étiage.

- **comité de suivi opérationnel de l'étiage** : il se réunit autant que nécessaire. Ce comité peut être plus restreint que le comité ressource en eau départemental et son contour est défini par ce dernier. Le nombre restreint de participants permet une meilleure réactivité dans la prise de décision d'application de mesures de restrictions. Ce comité est présidé par le préfet de département ou son représentant.

##### **4.2. : Échelon sous-bassin ou territoire d'arrêté cadre inter-départemental (ACI)**

Le **comité « Ressource en Eau » interdépartemental** (CRE interdépartemental) se réunit au minimum une fois par an à l'échelle du sous-bassin ou de l'arrêté cadre interdépartemental afin de dresser le bilan de l'étiage et de faire remonter les besoins de révision de ce dernier. Il peut se tenir autant que nécessaire durant l'étiage, en format « comité ressource en eau interdépartemental » ou « comité de suivi opérationnel interdépartemental », afin d'assurer la cohérence d'application de l'arrêté cadre interdépartemental.

Les comités ou commissions de gestion locaux, ou de périmètre d'arrêtés cadres interdépartementaux, existants (Tarn, Lot, Garonne, Neste et rivières de Gascogne, Adour amont, Midour-Douze, Ar-

ros – Esteous, Auvignons – Gélise – Auzoue, Aveyron) peuvent assurer ce rôle en veillant à la représentativité de l'ensemble des usagers.

Sur les sous-bassins dépourvus de comité ressource en eau ou de comité de gestion, leur rôle pourra être assuré en s'appuyant sur d'autres instances déjà existantes (Commissions territoriales...).

Sur les territoires concernés par un arrêté cadre interdépartemental, et pour lesquels aucune instance dédiée n'existe, le comité ressource en eau départemental pourra être élargi aux autres départements concernés à l'occasion du bilan afin d'évaluer les besoins d'actualisation de l'arrêté cadre interdépartemental (exemple : Lèze, Arize, Midour...).

Lorsque des décisions de restriction ou d'adaptation des objectifs de soutien d'étiage doivent être prises ces comités sont présidés par le préfet (ou son représentant) ou le cas échéant par une coprésidence du préfet (ou son représentant) associant le président de la structure gestionnaire du soutien d'étiage.

Le préfet référent de l'arrêté cadre interdépartemental peut identifier sur tout ou partie de son territoire le préfet déclencheur dont le rôle est d'assurer durant l'étiage, en cas de besoin, la consultation des services et usagers nécessaires afin de prendre des décisions à l'échelle du territoire de l'arrêté cadre. Sur un tel périmètre, lorsque le fonctionnement hydrologique le justifie, plusieurs préfets peuvent être identifiés pour assurer ce rôle de déclencheur. Leur rôle respectif et la partie du périmètre concerné sont alors précisés dans l'arrêté cadre interdépartemental correspondant.

Afin de réduire leur délai de mise en œuvre, et d'en accroître l'efficacité, les décisions actées lors des comités ou instances interdépartementales adaptées citées ci-dessus doivent être tracées dans des relevés de décision mais ne nécessitent pas systématiquement d'autre consultation complémentaire en comité départemental pour s'appliquer. L'arrêté cadre interdépartemental pourra préciser les modalités retenues.

#### **Art. 5. : Délimitation des zones d'alerte**

Les modalités de définition des zones d'alerte sont précisées dans l'article R.211-67 du code de l'environnement.

Les zones d'alerte sont des zones géographiques de gestion, sur lesquelles s'appliquent de manière cohérente les actions ou mesures à prendre dans les situations de pénurie. Ces zones peuvent être tout ou partie d'un bassin versant et sa nappe d'accompagnement ou d'un groupe de bassins versants et leur nappe d'accompagnement, tout ou partie d'une masse d'eau souterraine ou d'un groupe de masses d'eau souterraine. Les zones d'alerte sont définies dans les arrêtés cadres.

La délimitation des zones d'alerte doit tenir compte des moyens de surveillance existants pour permettre un suivi adapté et établir des conditions de déclenchement des mesures de restriction temporaire des usages.

Les zones d'alerte doivent, autant que possible, assurer une cohérence avec la réalité hydrologique et/ou hydrogéologique.

L'ensemble du territoire doit être couvert par des zones d'alerte.

#### **Art. 6. : Harmonisation des mesures de restriction**

La période de l'étiage est définie dans chaque arrêté cadre sécheresse. Cette période est classiquement définie du 1<sup>er</sup> juin au 31 octobre, mais elle peut être étendue en fonction des circonstances territoriales.

Des mesures adaptées peuvent être prises sur toute ou partie de l'année si des conditions annuelles d'étiage particulièrement sévères ou décalées dans le temps le justifient. Toute mesure de restriction jugée nécessaire peut donc être prise en dehors de cette période après consultation des instances prévues pour la concertation

Sur les périmètres d'arrêtés cadres interdépartementaux (ACI) et là où une coordination interdépartementale est nécessaire, les préfets se coordonnent afin d'assurer la réactivité et la cohérence des mesures. Les préfets concernés (préfet référent de l'ACI ou préfet concerné par une coordination interdépartementale) assurent une communication réactive vers les autres préfets. Les préfectures concernées sont encouragées à optimiser et partager entre elles les procédures et délais de signature des arrêtés de restriction.

Afin d'assurer la réactivité de la prise de mesures, au regard de l'état des milieux, une cohérence hydrologique des conditions de déclenchement des mesures de restriction et une solidarité amont-aval entre usagers, les arrêtés cadres départementaux et interdépartementaux du bassin respectent les principes suivants d'harmonisation des mesures, qui visent la répartition de l'effort de restriction dans le temps et l'espace.

Les préfets compétents, chacun selon son rôle sur le périmètre concerné, veillent à la cohérence des niveaux de gravité entre deux zones d'alerte juxtaposées, hydrologiquement connectées, pour assurer la progressivité des mesures en fixant dans les arrêtés cadres :

- un écart maximum d'un niveau de gravité entre deux zones d'alerte juxtaposées d'un même cours d'eau, en relation directe amont-aval, au titre de la solidarité hydrologique (sauf cas particulier selon des caractéristiques hydrologiques justifiées dans l'arrêté cadre) ;
- un même niveau de gravité entre rive droite et rive gauche (sauf cas particulier de fonctionnement hydrologique différent justifié dans l'arrêté cadre) ;
- un délai maximum systématiquement inférieur à 7 jours et visant préférentiellement 4 jours entre :
  - la proposition de décision (en comité de suivi opérationnel de l'étiage, comité ressource eau ou par consultation mail) et l'entrée en vigueur de l'arrêté de restriction temporaire des usages de l'eau (comprenant les modalités administratives prenant en compte la phase de publicité et de prise de connaissance par les administrés) ;
  - l'entrée en vigueur des arrêtés sur des zones d'alertes juxtaposées d'un même cours d'eau, sur des zones en relation directe amont-aval ou rive droite / rive gauche à fonctionnement hydrologique identique. Sur un territoire d'arrêté cadre interdépartemental où une décision a été proposée, une simultanéité est recherchée ;
- pour chaque sous-bassin un jour est fixé pour l'entrée en vigueur des mesures de restriction concernant plusieurs départements. Le choix du jour est précisé dans l'arrêté cadre interdépartemental de chaque sous-bassin. Ceci ne doit pas retarder la mise en œuvre des arrêtés au plus tard dans les 7 jours suivant la décision.

De même, la levée des mesures doit être effectuée de manière coordonnée.

Pour faciliter la signature de l'arrêté cadre et des arrêtés de restriction temporaire des usages de l'eau, le préfet de département peut donner une délégation de signature aux sous-préfets et aux directeurs départementaux des territoires.

Lors d'un changement de niveau de gravité (à la hausse ou à la baisse), la durée minimale pour l'entrée en vigueur entre deux arrêtés de restriction temporaire des usages de l'eau sur une même zone d'alerte est de 7 jours. Exceptionnellement, il pourra être dérogé à cette règle dans le cas de bassins très réactifs.

Le préfet de département, peut, dans son arrêté de restriction temporaire des usages, prendre des mesures plus strictes que celles indiquées dans l'arrêté cadre sécheresse, en concertation avec le comité de suivi opérationnel de l'étiage et tout en veillant au respect des règles de cohérence des niveaux de gravité énoncées ci-avant.

Lors d'une modification partielle de la situation ayant nécessité la mise en œuvre de mesures de restriction, les services de l'État privilégient la prise d'un nouvel arrêté de restriction temporaire des usages et l'abrogation du premier arrêté à sa modification partielle.

Afin d'en clarifier la compréhension, les mesures de restriction des usages utilisant le réseau d'alimentation en eau potable s'appliquent selon le lieu de consommation, à minima à l'échelle de la commune, quel que soit le milieu naturel concerné par le prélèvement. Si une commune est concernée par différents niveaux de gravité, alors le plus restrictif s'applique à l'ensemble de son territoire.

#### **Art. 7. : Communication**

Les usagers de l'eau doivent être prévenus le plus rapidement possible de la mise en œuvre de mesures de restriction des prélèvements en eau.

Pour chaque arrêté de restriction temporaire des usages (nouvel arrêté, modification ou abrogation), les services départementaux de l'État saisissent les informations relatives à l'étendue et l'intensité des mesures de restriction dans PROPLUVIA. L'information disponible au niveau de ce site Internet est mise à jour en temps réel au fur et à mesure de la saisie par les services départementaux.

De plus, les arrêtés préfectoraux doivent être publiés au recueil des actes administratifs du département, et systématiquement disponibles sur le site Internet des services de l'État du département dès leur signature, si possible sur une page dédiée réunissant tous les éléments d'information ad hoc pour favoriser l'accessibilité et l'intelligibilité de la réglementation (en particulier, arrêté cadre et d'orientation seront publiés ensemble).

L'arrêté est également adressé pour affichage en mairie au maire de chaque commune concernée, par les services départementaux de l'État.

L'organisme unique de gestion collective (OUGC) compétent ainsi que les chambres d'agriculture concernées sont invités à informer les irrigants des mesures qui les concernent. Les personnes responsables de la production et de la distribution de l'eau sont invitées à informer leurs abonnés des mesures applicables aux réseaux d'eau potable qui les concernent.

#### **Art. 8. : Niveaux de gravité, conditions de déclenchement et de levée des mesures de restriction**

##### **8.1. : Les niveaux de gravité**

En cas de sécheresse, le préfet compétent prend un arrêté de restriction temporaire des usages de l'eau concernant la partie du bassin située sur son département en veillant à la cohérence des seuils et des mesures de gestion avec les départements limitrophes concernés par le bassin versant, suivant les consignes du préfet déclencheur de l'arrêté cadre interdépartemental le cas échéant.

Les mesures sont prises à l'échelle de la zone d'alerte.

Elles sont établies selon quatre niveaux de gravité, dont les conditions de déclenchement sont définies dans les arrêtés cadres. Il est essentiel de s'assurer que les conditions de déclenchement associées à chaque niveau de gravité sont progressives et permettent l'établissement de mesures de restriction adaptées pour ce niveau. Cependant, en cas d'évolution rapide des conditions hydrologiques, il sera possible de sauter un niveau de gravité afin de respecter les conditions définies dans les arrêtés cadres et de préserver les débits des cours d'eau concernés.

Afin d'anticiper suffisamment la venue de la crise, au minimum, les seuils de débit définis pour chaque niveau de gravité répondent aux caractéristiques suivantes :

- **Niveau de vigilance** : il sert de référence au déclenchement au minimum des mesures de communication et de sensibilisation du grand public et des professionnels, dès que la tendance hydrologique laisse pressentir un risque de pénurie à court ou moyen terme et que la situation est susceptible de s'aggraver en l'absence de pluie significative dans les jours ou semaines à venir. La situation correspond à une satisfaction de l'ensemble des usages (alimentation en eau potable, salubrité, milieux aquatiques, sécurité des installations industrielles professionnelles et de loisirs, irrigation).
- **Niveau d'alerte** : ce niveau signifie que la coexistence de tous les usages anthropiques et le bon fonctionnement des milieux n'est plus assurée. Lorsque les conditions de déclenchement sont constatées, des mesures de restriction effectives des usages de l'eau non prioritaires sont mises en place. Elles induisent une réduction minimale de 30 % de la pression de prélèvements dans le milieu, qui peut se traduire en volume, en débit ou en durée de prélèvement (excepté pour les secteurs où les tours d'eau sont déjà organisés à la date de signature du



présent arrêté, avec une réduction minimale sur un pas de temps spécifique de 25 % du temps ou des débits de prélèvement).

- **Niveau d'alerte renforcée** : ce niveau est une aggravation du niveau d'alerte. Tous les prélèvements ne peuvent plus être simultanément satisfaits. Cette situation permet une limitation des prélèvements et le renforcement substantiel des mesures de restriction ou de suspension temporaire des usages si nécessaire, afin de ne pas atteindre le niveau de crise. Elles induisent une réduction minimale de 50 % de la pression de prélèvements dans le milieu, qui peut se traduire en volume, en débit ou en durée de prélèvement.
- **Niveau de crise** : il traduit la nécessité de réserver la ressource pour satisfaire en priorité les exigences de la santé, la salubrité publique, de la sécurité civile et de l'alimentation en eau potable de la population. L'atteinte de ce niveau doit en conséquence impérativement être évitée par toute mesure préalable. Lorsqu'il est atteint l'arrêt des usages non prioritaires s'impose. Des adaptations sont possibles, décrites dans l'article 10.

Les arrêtés cadres sécheresse veillent à ce que :

- chaque niveau de gravité défini corresponde par zone d'alerte à des mesures de restriction prédéfinies ;
- les conditions de déclenchement des mesures de restriction mais aussi de levée ou d'assouplissement des mesures soient clairement explicitées ;
- les conditions de levée ou d'assouplissement des mesures permettent de s'assurer que l'amélioration de la situation hydrologique est bien établie.

## **8.2. : Les conditions de déclenchement et de levée des mesures**

Les conditions de déclenchement et de levée des mesures sont arrêtées dans les arrêtés cadres. Pour définir les conditions de déclenchement et de levée des mesures de restriction ou de suspension des usages de l'eau, les préfets s'appuient sur l'ensemble des informations relatives à l'état de la ressource en eau et peuvent également utiliser les données de prévisions et les observations de terrain, comme outils d'aide à la décision.

La prise de décision sur une zone d'alerte s'appuie sur les stations hydrométriques et piézométriques de référence et sur les éléments d'information suivants (liste non exhaustive) :

- les données de l'observatoire national des étiages (ONDE) (cf annexe 6)
- des données hydrométriques et piézométriques complémentaires par rapport aux données issues des stations des réseaux État et des collectivités locales ;
- le niveau de remplissage des réserves et les programmes prévisionnels de soutien d'étiage transmis par les gestionnaires des retenues ;
- des données hydro-agronomiques;
- les prévisions météorologiques fournies par Météo-France ;
- les données liées à l'alimentation en eau potable ;
- toute information relative au risque de détérioration de l'état quantitatif ou qualitatif de la ressource en eau susceptible d'être transmise aux préfets quel que soit l'usage et le gestionnaire ;
- les arrêtés de limitation des usages depuis le réseau d'alimentation en eau potable pris par les autorités compétentes (maires...).

Les informations nécessaires à la compréhension de la campagne d'irrigation en cours sont présentées par les OUGC en lien avec les chambres d'agriculture, aux comités de suivi opérationnel de l'étiage et aux comités ressource en eau. Il serait particulièrement utile pour gérer la période de basses eaux qu'elles comprennent : les dates des semis des cultures irriguées, les cultures irriguées et leurs caractéristiques (types de cultures et de semis) et les surfaces correspondantes, leur stade d'avancement, une estimation des volumes déjà prélevés sur la période, ainsi que des débits ou des volumes appelés pour les jours suivants (semaine ou décade) et les dates prévisionnelles de fin d'irri-

gation des principales cultures irriguées (informations non exhaustives). Ces informations doivent permettre une gestion fine de l'étiage au regard de la campagne d'irrigation, afin d'anticiper les tensions ou encore les besoins de lâchers pour le soutien d'étiage, par exemple. Un état des lieux exhaustif, reprenant les éléments précédemment cités, ainsi que tous les éléments de connaissance nécessaires à la bonne gestion de l'étiage est présenté en comité ressource en eau de préparation de l'étiage. Ces éléments sont mis à jour et intégrés aux supports de présentation de chaque comité ou de l'instance dédiée.

L'arrêté cadre pourra indiquer les conditions de communication des informations sur les prélèvements, selon une fréquence adaptée au besoin de suivi de la situation.

De manière générale, il convient de s'assurer de la cohérence entre les capacités techniques d'acquisition de la donnée et les conditions de déclenchement prévues dans l'arrêté cadre.

### 8.3. : Les seuils de débit (cf. annexe 5) :

- **Débit de vigilance** : le débit de vigilance ne peut être inférieur à la valeur de débit objectif d'étiage (DOE) définie dans le SDAGE pour le point nodal concerné, ou de débit objectif complémentaire (DOC).
- **Débit d'alerte (QA)** : la valeur de débit d'alerte est supérieure à 80 % du DOE, mais peut-être adaptée, de façon justifiée, sur les cours d'eau à faible de débit.
- **Débit d'alerte renforcée (QAR)** : le débit d'alerte renforcée pourra être calculé de la façon suivante :  $DCR + 1/3(DOE - DCR)$ . Sa valeur sera adaptée en fonction des spécificités hydrologiques de chaque cours d'eau.
- **Débit de crise (QC)** : le seuil de déclenchement est au minimum identique au débit de crise tel que défini dans le SDAGE ou tout autre document de gestion de la ressource en eau (SAGE, PGE...), lorsque celui-ci existe.

Le franchissement d'un niveau de gravité, à la hausse ou à la baisse, résulte d'une analyse multifactorielle à partir de paramètres listés à l'article 8.2.

Les seuils de débits s'appuient sur les valeurs de débits objectifs d'étiage (DOE) des points nodaux du SDAGE en vigueur ou sur celles de débits objectifs complémentaires (DOC) . En effet, les arrêtés cadres sécheresse peuvent intégrer des points de suivi hydrologique complémentaires, appelés débits objectifs complémentaires (DOC), sur les principaux affluents équipés de stations hydrométriques et pour lesquels le SDAGE n'a pas défini de valeur de débit objectif d'étiage (DOE). Ils doivent être satisfaits dans les mêmes conditions que les débits objectifs d'étiage (DOE). Leurs valeurs et les seuils de niveaux de gravité associés sont définis et revus en concertation avec les acteurs locaux. Leur définition et leur fixation peut être étudiée et proposée par des commissions locales de l'eau des Schémas d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (SAGE) lorsqu'ils existent.

La délégation de bassin Adour Garonne publie une cartographie des débits objectifs d'étiage (DOE) et des débits objectifs complémentaires (DOC) identifiés dans les arrêtés cadres de ce bassin.

### 8.4. : Prise en compte du réseau de l'Observatoire national des étiages (ONDE)

Le réseau ONDE est primordial pour la bonne appréciation des mesures à mettre en œuvre sur les petits bassins versants non instrumentés et non réalimentés. Le préfet référent de l'arrêté cadre inter-départemental doit s'assurer de la cohérence et de l'harmonisation de la prise en compte des données ONDE au sein de son périmètre.

Dès que la situation hydrologique se tend, un point régulier est fait avec les services départementaux de l'office français de la biodiversité afin d'organiser si possible, au minimum deux tournées ONDE par mois afin de disposer de suffisamment de données pour anticiper au mieux la prise de mesures (le protocole ONDE prévoit au maximum une fréquence hebdomadaire des tournées en fonction de la situation hydro-climatique et afin d'anticiper au maximum la prise de mesures).

Les tableaux en annexe 6 définissent les règles minimales de prise en compte des données ONDE pour la prise et la levée de mesures de restriction des usages.

### **8.5. : Réalimentations, objectifs de soutien d'étiage et adaptation des objectifs**

Le soutien d'étiage a pour objectif le maintien en moyenne journalière du débit objectif d'étiage (DOE) associé au point nodal ou du débit objectif complémentaire (DOC) associé au point complémentaire ciblé et inscrit à l'arrêté cadre.

Pour chaque axe réalimenté, l'arrêté cadre précise les débits aux points nodaux et/ou points complémentaires qui constituent un objectif de soutien d'étiage ainsi que les moyens de réalimentation disponibles (ouvrages, volumes, période de réalimentation).

Les gestionnaires de soutien d'étiage, en lien étroit avec les services de l'État, établissent les stratégies de mobilisation du soutien d'étiage qui précisent les objectifs visés en chaque point nodal ou complémentaire concerné, au regard des moyens de soutien d'étiage disponibles et en fonction de différentes hypothèses de situation hydrologique. A minima, un scénario de gestion classique sera présenté, avec l'hypothèse d'une hydrologie non contrainte (période de retour inférieure à la quinquennale sèche, disponibilité de ressources stockées satisfaisante) ainsi qu'un scénario de gestion en hydrologie contrainte (période de retour décennale sèche ou supérieure, disponibilité de ressources stockées partielle).

Pour ce faire, les gestionnaires de soutien d'étiage, en concertation avec les services de l'État établissent les indicateurs qui permettent de déterminer la stratégie pour la campagne de soutien d'étiage à venir et ses éventuelles adaptations ou changement en cas de dégradation des conditions hydrologiques et météorologiques en cours de campagne.

Parmi ces indicateurs, un des éléments essentiels de l'analyse est la courbe de risque de défaillance de la ressource disponible pour le soutien d'étiage lorsque les connaissances permettent d'en disposer. Elle est établie en fonction du volume disponible en début de campagne et des scénarios tendanciels de besoin de déstockage. Elle traduit le rythme de déstockage pour lequel une probabilité de défaillance de la ressource est prévisible avant la fin de la période de soutien d'étiage, c'est-à-dire un risque de non-respect de l'objectif visé sur la totalité de la période.

La prise en compte de la gestion pluriannuelle des stocks est également nécessaire, en définissant, pour les ouvrages concernés, les conditions nécessaires à cette gestion.

Lors du comité de gestion de la ressource en eau de début d'étiage, le gestionnaire du soutien d'étiage présente l'état des indicateurs et propose une stratégie pour la saison en cours pour validation. Les indicateurs de dégradation de la ressource et pouvant nécessiter sa révision en cours de campagne, sont également précisés lors de cette réunion.

Sur les axes réalimentés, pour tenir compte des situations d'étiages sévères et des contraintes de gestion, l'objectif de soutien d'étiage peut être adapté en concertation avec les acteurs concernés par la gestion de la crise. Pendant la gestion de l'étiage et en cas de dégradation de la situation, le préfet référent de l'arrêté cadre interdépartemental concerné réunit l'instance en place (voir article 4) adaptée à la situation rencontrée, et au périmètre concerné.

Le gestionnaire de soutien d'étiage y présente des valeurs des indicateurs et propose s'il y a lieu une adaptation des objectifs et toute mesure complémentaire nécessaire. Les éléments sont repris dans une note synthétique transmise au préfet coordonnateur de sous-bassin. Pour les sous-bassins à l'amont de point nodaux ou complémentaires réalimentés par d'autres dispositifs de soutien d'étiage, une attention est portée à la concertation entre les gestionnaires et acteurs du soutien d'étiage des sous bassins concernés qui sont a minima conviés à l'instance réunie.

L'éventuelle dégradation des objectifs visés par les réalimentations, si elle est nécessaire, implique la prise de mesures de restriction temporaire des usages de l'eau par les préfets des départements concernés, dès lorsque le débit visé serait réduit au débit d'alerte, d'alerte renforcée ou de crise, et selon le niveau de gravité défini dans l'arrêté cadre sécheresse, tel que défini ci-après :

- niveau de vigilance : lorsque l'objectif de débit visé est compris entre le débit objectif d'étiage et le débit d'alerte,
- niveau d'alerte : lorsque l'objectif de débit visé est réduit au débit d'alerte,

- niveau d'alerte renforcée : lorsque l'objectif de débit visé est réduit au débit d'alerte renforcée,
- niveau de crise : lorsque l'objectif de débit visé est réduit au débit de crise ou adapté pour préserver les seuls usages prioritaires (santé, salubrité publique, sécurité civile et alimentation en eau potable).
- 

En fonction de l'analyse de la situation hydrologique, météorologique, et des stocks des réserves, le préfet référent de l'arrêté cadre peut proposer la mise en place des restrictions des usages dès abaissement des objectifs sous le débit de vigilance.

En cas d'inadéquation structurelle démontrée entre les stocks de soutien d'étiage et la valeur des débits visés, le préfet référent de l'arrêté cadre peut adapter le niveau des restrictions éventuelles en fonction de l'objectif et du contexte hydrologique et météorologique, sous réserve de respecter strictement les critères de débits de l'arrêté cadre.

Si nécessaire au vu des indicateurs de l'évolution de la ressource, il valide l'abaissement des objectifs après consultation du comité ou de ses membres. Sa décision est indiquée a minima dans un relevé de décision rappelant les débits visés à chaque point nodal ou complémentaire, la date de changement effectif des objectifs et de l'entrée en vigueur prévue des mesures de restriction temporaire des usages de l'eau associées.

Les éléments d'organisation du soutien d'étiage, les conditions pour d'éventuelles adaptations d'objectifs et les mesures correspondantes à mettre en place sont présentés dans l'arrêté cadre concerné.

#### **Art. 9. : Mesures de restriction temporaire des usages de l'eau**

L'arrêté cadre doit définir les mesures applicables pour chaque usage et chaque ressource en eau en fonction des conditions hydrologiques et des niveaux de gravité associés. Il importe que le choix des mesures permette leur bonne compréhension, leur bonne application et permette leur contrôle.

Ces mesures devront se présenter sous forme de tableau, comme ci-dessous :

Ressource concernée					
	Vigilance	Alerte	Alerte renforcée	Crise	Usager concerné
Usage	...	...	...	...	

Les usagers concernés sont :

- les particuliers,
- les entreprises,
- les collectivités,
- les exploitants agricoles.

Les mesures de restriction minimales applicables sont présentées en annexe 7. Sur le territoire des départements concernés par plusieurs arrêtés d'orientation de bassin, leur application peut être modulée en précisant la justification et les adaptations retenues si nécessaire dans l'arrêté cadre.

Afin d'adapter les mesures de restriction temporaire pour permettre leur efficacité sur le milieu naturel, elles s'appliquent selon les compartiments de ressource en eau concernés. Un référentiel technique de définition de ces compartiments pour le bassin Adour-Garonne est disponible en annexe 8.

Les OUGC listent les préleveurs en capacité de moduler le débit de leurs pompes avec la contribution des Associations Syndicales Autorisées (ASA), gestionnaires collectives d'irrigation, ainsi que les moyens nécessaires au contrôle de cette modulation. L'établissement de plans de gestion à cette fin est recommandé. Des mesures de restriction en débit peuvent être appliquées à ces préleveurs.

Elles sont basées sur une modulation du débit autorisé, et peuvent être appliquées aux structures collectives ou individuelles.

Les modalités de suivi des prélèvements pendant les périodes de restriction, sont précisées autant que possible dans les arrêtés cadres afin de clarifier les réductions à respecter et leur contrôlabilité.

#### **Art. 10. : Adaptation des mesures de restriction et mesures individuelles**

Quel que soit l'usage concerné, les adaptations des mesures de restriction doivent être limitées sous peine de diminuer l'effet attendu des mesures de restriction et d'entraîner des disparités importantes entre usagers.

#### **10.1. : Adaptations moins strictes des mesures de restriction**

Des adaptations moins strictes des mesures de restriction peuvent être autorisées par le préfet de département, notamment pour les exploitants agricoles. Il lui incombe d'apprécier l'équilibre entre les enjeux économiques et environnementaux et de les justifier. Ces éléments de justification figurent dans les considérants de l'arrêté de restriction temporaire des usages de l'eau.

En ce qui concerne spécifiquement les prélèvements agricoles, le préfet juge de la suffisance des éléments de connaissance en sa possession pour permettre l'accès à des mesures de restriction moins strictes pour certains usages et situations. Ces données doivent comporter une vision suffisante des assolements et des besoins en eau restants pour une bonne prise de décision et garantir la disponibilité de la ressource pendant la durée de l'étiage.

Les adaptations moins strictes des restrictions, ne devront pas dépasser une année donnée, 10% en volume et/ou en débit et/ou en surface de l'assolement irrigué de la zone d'alerte concernée, pour les eaux de surface et les eaux souterraines, sur la base de la référence des données du registre parcellaire graphique (RPG) 2020 (le calcul sera mené en prenant en compte les taux d'irrigation définis dans l'étude des besoins en eau des cultures du SRISSET de la DRAAF Occitanie). Sur cette base, le service en charge de l'instruction des demandes pour le préfet vérifie le respect du seuil maximal à respecter par zone d'alerte .

Les demandes d'adaptation moins strictes des restrictions doivent contenir :

- la/les cultures concernées ainsi que leurs surfaces respectives,
- les volumes ainsi que les débits associés,
- les modalités techniques permettant la vérification des consommations réalisées pendant la période d'adaptation de restrictions moins strictes (débits de pompages, index et relevés de compteurs...)

Elles peuvent prendre deux formes :

- **Par liste de cultures déposée chaque année** : dans ce cas, les arrêtés cadres peuvent, après justification, prévoir des adaptations moins strictes des restrictions d'irrigation pour certaines cultures spécifiques. Le préfet référent de l'arrêté cadre y établit la liste détaillée de ces pratiques ou cultures éligibles. L'OUGC ou le mandataire, adresse chaque année au préfet auprès de la direction départementale des territoires (DDT) et avant le 31 mai, la liste des cultures concernées pour l'année en cours et non modifiable pour l'année.

- **Par demande individuelle** : dans ce cas, les arrêtés cadres peuvent, après justification, prévoir la liste des cultures éligibles aux adaptations moins strictes des restrictions d'irrigation. Chaque préleveur adresse au préfet auprès de la DDT sa demande d'adaptation moins stricte au fil de l'eau, lorsqu'elle est mobilisable (directement, ou avec l'aide d'une structure telle qu'un OUGC, qui peut rassembler un ensemble de demandes individuelles). Le service vérifie l'éligibilité des demandes et la non atteinte du seuil maximal à respecter par zone d'alerte.

Le maraîchage, les cultures florales, l'horticulture, peuvent être intégrées dans les cultures éligibles à des mesures moins strictes. A contrario, les semences sont éligibles, mais ne sont pas considérées

comme prioritaires au regard des ressources généralement garanties dont disposent les irrigants sous contrat.

Un bilan des adaptations moins strictes en débit et en volume est transmis au préfet compétent par les OUGC ou les mandataires à la fin de chaque campagne d'irrigation. Il contient notamment la liste des bénéficiaires, les surfaces des cultures irriguées, les dates, débits et volumes de prélèvements de la période de restrictions concernée (précisions non exhaustives).

La diversification des cultures irriguées qui s'opère du fait du changement climatique ne doit pas se traduire par une augmentation des surfaces de cultures bénéficiant de ces adaptations.

La caractérisation des cultures et les pratiques retenues pour l'adaptation de restrictions moins strictes des usages de l'eau sont appréhendées selon une approche globale cultures / systèmes d'irrigation, à l'échelle du territoire et au regard de différents critères :

- le besoin des cultures en eau : ce critère peut tenir compte des volumes d'irrigation demandés (faibles volumes demandés), du stade de développement de la culture au regard de la disponibilité de la ressource en eau et de la sensibilité des cultures au stress hydrique ;
- la performance des systèmes d'irrigation, en privilégiant des systèmes d'irrigation localisée tels que le goutte à goutte ou la micro-aspersion ;
- la forte valeur ajoutée de certaines cultures en considérant notamment l'adaptation de la culture et du système d'irrigation au sol et au climat.

Pour les territoires où la liste des cultures dérogatoires n'est pas définie dans l'arrêté cadre, les demandes d'adaptation moins stricte des mesures de restriction comprenant les types de cultures, ainsi que les surfaces et les volumes concernés, sont déposées par l'OUGC au service instructeur concerné avant le 31 mai de l'année concernée.

## **10.2. : Mesures individuelles à titre exceptionnel**

Le préfet peut, à titre exceptionnel, à la demande d'un usager ou d'un nombre limité d'usagers (gestionnaires d'ouvrages structurants, usage de l'eau dans le cadre d'un évènement exceptionnel, etc.), adapter les mesures de restriction s'appliquant à son usage, dans les conditions définies par l'arrêté cadre en vigueur. Cette décision est alors, en application de l'article R. 211-66 du CE, notifiée individuellement à l'intéressé et publiée sur le site internet des services de l'État dans le département concerné.

La demande comprend également une présentation du protocole de suivi des consommations réalisées durant la période d'application de mesures exceptionnelles. Ce suivi est transmis au préfet auprès de la direction départementale des territoires (DDT) dans les deux mois suivant la fin de la période considérée.

### **Art. 11. : Durée de validité**

Au vu des retours d'expérience et des bilans annuels établis par les services de l'État du bassin, le préfet coordonnateur de bassin peut réviser en tant que de besoin le présent arrêté.

### **Art. 12. : Publicité**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de chacune des préfectures de région concernées par la circonscription du bassin Adour-Garonne.

Il sera également publié sur les sites internet des préfectures concernées par la circonscription du bassin Adour-Garonne.

### **Art. 13. : Délais et voies de recours**

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, d'un recours gracieux auprès de son auteur, ou d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Toulouse. En cas de recours gracieux, le délai du recours contentieux est prorogé de deux mois à compter de la décision de rejet de l'administration, le silence gardé pendant les deux mois suivant le recours gracieux emportant le rejet de cette demande.

**Art. 14. : Exécution**

Le secrétaire général pour les affaires régionales, les préfets de région et de département du bassin Adour-Garonne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Occitanie, délégué de bassin Adour-Garonne, ainsi que les directeurs régionaux et les directeurs départementaux chargés de l'environnement du bassin sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Toulouse, le

Version projet

## **Annexe 1 : Description des différents types d'arrêtés**

### **L'Arrêté cadre Interdépartemental (ACI)**

Cet arrêté cadre définit les conditions communes de gestion à l'échelle du sous-bassin ou à une échelle plus fine si nécessaire. Un sous-bassin peut contenir plusieurs arrêtés cadres interdépartementaux. Un **préfet référent d'arrêté cadre interdépartemental** est désigné pour chaque arrêté cadre interdépartemental. **Si cet arrêté est à l'échelle du sous-bassin alors le préfet coordonnateur de sous-bassin est également préfet référent de l'arrêté cadre interdépartemental.**

### **L'Arrêté cadre Départemental (ACD)**

Sur les secteurs non couverts par un arrêté cadre interdépartemental, les préfets de département prennent un arrêté cadre départemental définissant les mesures de gestion. L'ensemble du territoire doit être couvert soit par un arrêté cadre interdépartemental, soit par un arrêté cadre départemental.

### **L'arrêté d'application départemental de gestion de la sécheresse**

Afin de supprimer toute superposition d'arrêtés cadres et de faciliter la compréhension des mesures de gestion applicables, sur les secteurs couverts à la fois par un arrêté cadre départemental et un autre interdépartemental, si il existe, l'arrêté départemental, sous sa forme actuelle, devra disparaître ou être révisé autant que possible avant le 15 juin 2023 pour être renommé : *Arrêté d'application départemental de gestion de la sécheresse*. Ce nouvel arrêté d'application de l'ACI prendra la forme d'une synthèse des modalités de gestion de la sécheresse à l'échelle du département. Il pourra être un document à part entière ou être intégré en annexe de l'arrêté cadre départemental prévu pour d'autres territoires sans superposition..



## **Annexe 2 : Organisation de la gestion de la sécheresse sur le bassin Adour-Garonne**

### **Rôle du préfet coordonnateur de bassin**

Selon le Code de l'environnement, « dans chaque bassin, le préfet de la région où le comité de bassin a son siège anime et coordonne la politique de l'État en matière de police et de gestion des ressources en eau afin de réaliser l'unité et la cohérence des actions déconcentrées de l'État en ce domaine dans les régions et départements concernés. Les décrets prévus à l'article L. 211-2 précisent les conditions d'intervention du préfet coordonnateur de bassin, notamment en ce qui concerne la gestion des situations de crises, ainsi que les moyens de toute nature nécessaires à l'exercice des missions qui lui sont confiées par les chapitres Ier à VII du présent titre. »

Selon le Code de l'environnement, « lorsqu'il l'estime nécessaire, le préfet coordonnateur de bassin constate par arrêté la nécessité de mesures coordonnées dans plusieurs départements pour faire face aux situations de sécheresse du bassin dont il a la charge. Les préfets de départements concernés prennent des arrêtés conformes aux orientations du préfet de bassin. »

### **Rôle du préfet coordonnateur de sous-bassin**

Le préfet coordonnateur de sous-bassin a pour rôle de :

- coordonner les actions de gestion de l'eau des différents préfets des départements du sous-bassin ;
- planifier les actions à mener dans les limites du sous-bassin pour l'atteinte du bon état des eaux et de la bonne qualité des milieux aquatiques en général, ainsi que pour une gestion quantitative équilibrée des ressources au regard de tous les usages ;
- présenter le bilan de la gestion administrative de la période d'étiage sur l'ensemble des territoires couverts par un ACI de son sous-bassin.

**Sur les sous-bassin couverts par un seul arrêté cadre interdépartemental, le préfet coordonnateur de sous-bassin est également le préfet référent de cet arrêté .**

### **Rôle du préfet référent de l'arrêté cadre interdépartemental**

Sur les sous-bassins couverts par plusieurs arrêtés cadres interdépartementaux (cas des sous-bassin Garonne ou Charente par exemple), un préfet référent est désigné pour chaque arrêté cadre interdépartemental.

Il a en charge d'assurer et d'animer :

- la mise en œuvre de l'arrêté cadre ainsi que sa mise à jour ;
- la concertation pour veiller à une vision globale et à la cohérence des mesures prises pour la gestion de la ressource en eau à l'échelle du territoire d'application de l'ACI et en veillant à la coordination entre les usages et la solidarité amont/aval ;
- l'harmonisation des arrêtés d'application départementaux en lien avec les arrêtés cadres interdépartementaux les concernant et notamment la cohérence des mesures de gestion de la ressource en eau et de leurs conditions de déclenchement et de levée. ;
- la stratégie de communication à l'échelle du territoire de l'ACI en fonction des différents usagers pour développer les économies d'eau ;
- la réalisation de bilans annuels et retours d'expériences sur la gestion de la sécheresse.

Le préfet référent d'arrêté cadre l'élabore en concertation avec les préfets des départements concernés.

Le préfet référent, par défaut, est en charge de prendre la décision de l'application de mesures de restriction temporaire sur la ressource en eau interdépartementale concernée dès que les conditions de déclenchement sont observées, en application de l'arrêté-cadre interdépartemental. Les préfets de départements limitrophes concernés prennent les arrêtés de restriction temporaire des usages de l'eau. Si un ou plusieurs autres préfets sont identifiés en tant que déclencheur pour porter ce rôle, le préfet déclencheur assure ce rôle à l'échelle du territoire sur lequel il est désigné dans l'arrêté cadre.

### **Rôle du préfet de département**

Selon le Code de l'environnement, le préfet de département prescrit et met en œuvre des mesures de restriction des usages de l'eau :

1 / par **arrêté cadre départemental** sur les territoires dépourvus d'arrêtés cadres interdépartementaux ou si besoin par arrêté d'application départemental des arrêtés cadres interdépartementaux. Il doit s'assurer que l'arrêté d'application est conforme aux arrêtés cadres interdépartementaux dont il dépend ;

2/ par **arrêté de restriction temporaire des usages de l'eau**, pendant l'épisode de sécheresse, suivant quatre niveaux de gravité (Vigilance, Alerte, Alerte Renforcée, Crise).

Il est également en charge de l'animation et la coordination des mesures, durant l'épisode de sécheresse à travers les comités ressource en eau et les comités de suivi opérationnels.

Il doit veiller à ce que les dispositions de ses arrêtés soient conformes avec les orientations prises par le préfet coordonnateur de bassin. Les orientations fixées par celui-ci sont opposables aux préfets de la circonscription du bassin (cf. article R. 211-69 du code de l'environnement).

Le préfet référent d'arrêté cadre interdépartemental ainsi que chaque préfet de département a la possibilité de fixer dans ses arrêtés cadres sécheresse des restrictions plus restrictives que celles définies par le préfet coordonnateur de bassin si les circonstances locales le justifient.

### **Rôle du préfet « déclencheur » et des préfets « suiveurs »**

En dehors des arrêtés-cadres interdépartementaux (ACI), sur les petits bassins (y compris leur nappe d'accompagnement) ou les masses d'eau souterraine interdépartementales, des zones d'alerte sont définies dans chacun des départements concernés (en veillant à ce que l'intitulé de la zone d'alerte soit suffisamment explicite pour établir des liens de coordination avec le ou les départements contigus). Dans ces cas, ou dans certains arrêtés cadres interdépartementaux qui le spécifient, sont précisés :

- un **préfet déclencheur** qui est en charge de prendre la décision de mesures de restriction temporaire sur la ressource en eau interdépartementale concernée dès que les conditions de déclenchement sont observées en application de(s) arrêté(s)-cadre ;
- un ou plusieurs **préfet(s) suiveur(s)** en charge de prendre l'arrêté de restriction d'usage adapté en toute connaissance de cause, dans son département.

**Les modalités de coordination entre les préfets est indiquée dans les arrêtés cadres départementaux de chaque département concerné par le sous-bassin.**

Le préfet référent de l'arrêté cadre interdépartemental peut identifier sur tout ou partie de son territoire le préfet déclencheur dont le rôle est d'assurer durant l'étiage, en cas de besoin, la consultation des services et usagers nécessaires afin de prendre des décisions à l'échelle du territoire de l'arrêté cadre. Sur un tel périmètre, lorsque le fonctionnement hydrologique le justifie, plusieurs préfets peuvent être identifiés pour assurer ce rôle de déclencheur. Leur rôle respectif et la partie du périmètre concerné sont alors précisés dans l'arrêté cadre interdépartemental correspondant.

### Annexe 3 : Objectifs de couverture totale du bassin Adour-Garonne

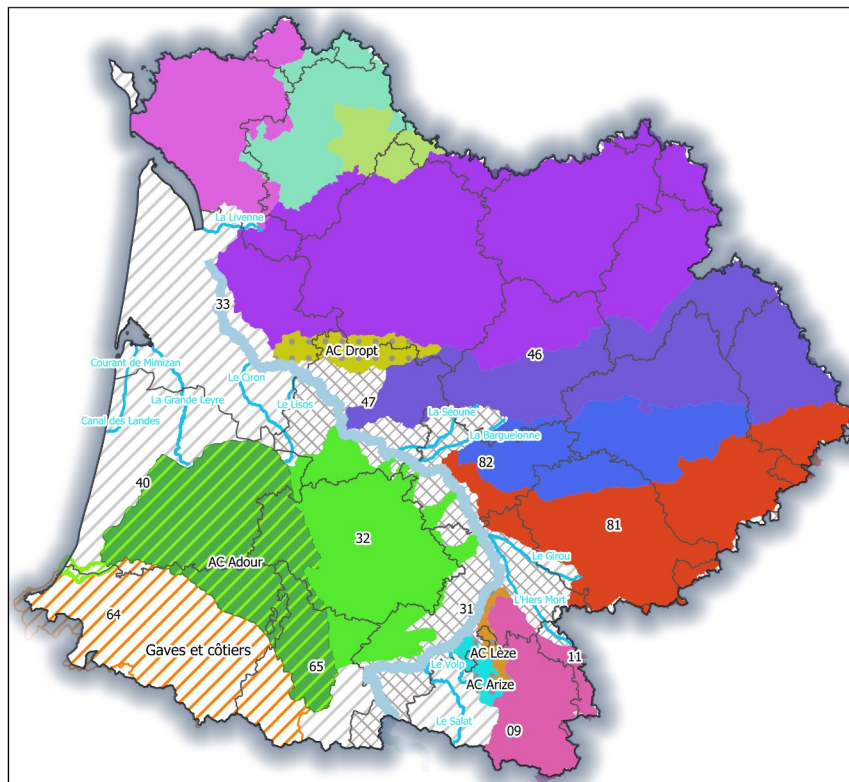
Le tableau et la carte ci-dessous synthétisent l'ensemble des préconisations listées à l'article 2 :

Territoire	Action	En charge de la dynamique	Échéance
<b>ACI trop anciens :</b> - Dropt - Lèze - Arize	Réviser les ACI trop anciens	DDT référente d'ACI	Autant que possible 15 juin 2023 *
<b>Adour + Midour-Douze affluents Adour</b> et	Mise à jour de l'AC Adour avec intégration complète de Midour-Douze et élargissement à l'Adour aval	DDTM40 (référente) /DDTM64/DDT32/DDT65	
<b>Gaves sur les départements des Hautes-Pyrénées et des Pyrénées-Atlantiques et côtiers des Pyrénées-Atlantiques</b>	Création d'un ACI et suppression des ACD de petits bassins	DDTM64 / DDT65 / DDTM40	
<b>Barguelonne Lemboulas</b>	Création d'ACI	DDT82 (référente) /DDT46/DDT47	
<b>Zones départementales non couvertes par des AC :</b> - Ariège (09), - Gironde (33), - Côtiers des Landes (40), - Hautes-Pyrénées (65) - Tarn (81) ...	ACD/ACI	DDT09 DDTM33 DDTM40 DDT65 DDT81 ...	
<b>Petits bassins interdépartementaux non couverts par un ACI (listés à l'Article 2)</b>	Gestion coordonnée à inscrire dans les ACD	Chaque DDT concernée en lien avec les DDT voisins	* ou pour le 1 <sup>er</sup> juin après 2023 en cas d'autres révisions ultérieures
<b>Zones de superposition d'ACD et d'ACI</b>	Analyse de la plus-value de l'ACD auprès du PCB et renommer l'ACD en "Arrêté d'application départemental" de gestion de la sécheresse si confirmé	DDT concernées	

Objectif de couverture du bassin Adour-Garonne en arrêtés cadres départementaux et interdépartementaux à l'horizon 2023

#### Légende

- Bassin Adour-Garonne
- Arrêtés cadre interdépartementaux existants
  - ACI Ariège, Hers Vif (Sauf Lèze)
  - ACI Aveyron
  - ACI Cogesteau
  - ACI Dordogne
  - ACI Karst de la Rochefoucauld
  - ACI Lot
  - ACI Neste et rivières de Gascogne
  - ACI Saintonge
  - ACI Tarn
  - ACI Garonne
  - ACI Barguelonne Lemboulas (en cours)
- Arrêtés cadre interdépartementaux à créer ou réviser
  - ▨ ACI à créer (Préfet référent)
  - ▨ Extension de l'ACI Adour
  - ▨ ACI Adour à réviser (intégration Midour-Douze)
  - ▨ ACI Lèze à réviser
  - ▨ ACI Arize à réviser
  - ▨ ACI Dropt à réviser
- Arrêtés cadre départementaux à créer ou réviser
  - ▨ ACD à créer
  - ▨ ACD à réviser
- Bassins à besoin de coordination interdépartementale



(carte indicative élaborée par la DREAL Délégation de bassin fin 2022)

#### Annexe 4 : Composition des comités ressources en eau à titre indicatif

<b>Collège services de l'Etat</b>
Préfecture
Agence de l'eau Adour-Garonne (AEAG)
Agence Régionale de Santé (ARS)
Bureau Régional de Géologie Minière (BRGM)
Institut Français de Recherche pour l'Exploitation de la Mer (Ifremer)
Météo France
DDETSPP
Direction Départementale des Territoires (DDT)
DREAL milieux aquatiques
DREAL hydrométrie
Office français de la Biodiversité (OFB)
Préfecture
Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS)
DRAAF
Groupement départemental de gendarmerie

<b>Collège des Collectivités</b>
Représentant des communautés de commune
Représentant des communes
Conseil Départemental
Conseil Régional
CLE du SAGE
EPTB
Association des maires de France
Syndicat de bassin versant ou structure GEMAPIenne compétente
Parc Naturel Régional

<b>Collège des Usagers</b>
Association de consommateurs
Chambre d'agriculture départementale
Organisme unique de gestion collective
Gestionnaires d'ouvrages
Représentants de la profession agricole
Syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable
Fédération départementale pour la pêche et la protection du milieu aquatique
Industriels
Chambre de commerce et d'industrie
Chambre des métiers et de l'artisanat
Coopératives agricoles
Associations de protection de la nature et de l'environnement
Gestionnaire de voies navigables : VNF
Industriels
ASA/ASL/ Association d'irrigants
Associations d'usagers
Entreprises
Gestionnaire d'ouvrages hydroélectriques
Producteurs hydroélectriques indépendants
Conchyliculteurs

## Annexe 5 : Les débits de référence aux points nodaux et DOC

La disposition C3 : « Définition des débits de référence » du SDAGE 2022-2027 Adour-Garonne définit un réseau de points nodaux pour lesquels sont définies des valeurs de **débit objectif d'été** (**DOE**) et **débit de crise (DCR)** qui servent de référence pour la gestion de l'eau.

Le **DOE** : c'est le débit de référence permettant l'atteinte du bon état des eaux et au-dessus duquel est satisfait l'ensemble des usages en moyenne 8 années sur 10. Il traduit les exigences de la gestion équilibrée visée à l'article L.211-1 du code de l'environnement. À chaque station de référence, la valeur du DOE est visée chaque année en période d'été en valeur moyenne journalière, et constitue l'objectif qui conditionne le rétablissement des équilibres quantitatifs.

Le **DCR** : c'est le débit de référence au-dessous duquel seules les exigences de la santé, de la salubrité publique, de la sécurité civile, de l'alimentation en eau potable et les besoins des milieux naturels peuvent être satisfaits.

La valeur du DCR est impérativement sauvegardée en valeur moyenne journalière.

En plus de ces points, les arrêtés cadres sécheresse peuvent définir des points complémentaires, appelés **Débits Objectifs Complémentaires (DOC)**, sur des petits bassins équipés de stations hydro-métriques. Les DOC sont mis en place sur les principaux affluents pour lesquels le SDAGE n'a pas défini de valeur de DOE.

Version projet

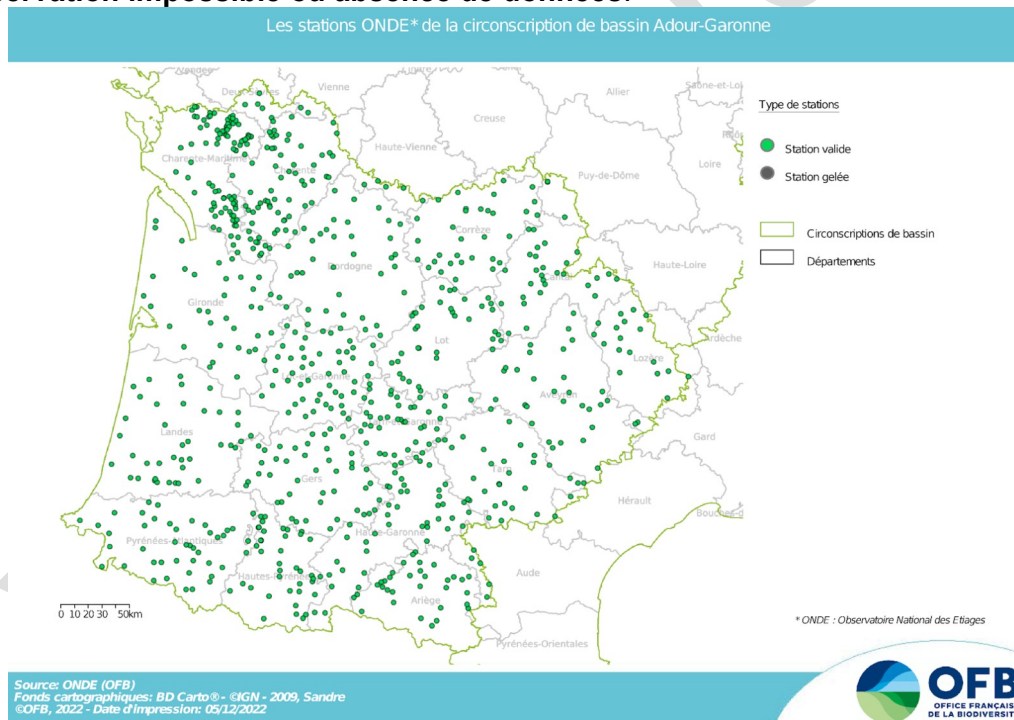
## Annexe 6 : Le réseau de l'observatoire national de suivi des étiages (ONDE)

En compatibilité avec la disposition C27 : « Valoriser le suivi des écoulement pour la gestion de crise » du SDAGE 2022-2027 Adour-Garonne l'Office Français de la Biodiversité suit les écoulements à l'étiage, à travers l'Observatoire National des Étiages (ONDE) afin d'apporter ses connaissances et son appui technique à la gestion des situations de crise.

L'observatoire national des étiages (ONDE) présente un **double objectif** de constituer un réseau de connaissance stable sur les étiages estivaux et d'être un outil d'aide à la gestion de crise. Les stations ONDE sont majoritairement positionnées en tête de bassin pour apporter de l'information sur les situations hydrographiques non couvertes par d'autres dispositifs existants et/ou pour compléter les informations disponibles auprès des gestionnaires de l'eau (ex. Banque HYDRO).

Sur le terrain, le niveau d'écoulement des cours d'eau est apprécié visuellement selon **cinq modalités de perturbations** d'écoulement :

- **écoulement visible** : correspond à une station présentant un écoulement continu, écoulement permanent et visible à l'œil nu.
- **écoulement visible faible** : correspond à une station présentant un écoulement continu mais dont le débit faible ne garantit pas un bon fonctionnement biologique.
- **écoulement non visible** : correspond à une station sur laquelle le lit mineur présente toujours de l'eau mais le débit est nul.
- **assec** : correspond à une station à sec, où l'eau est totalement évaporée ou infiltrée sur plus de 50 % de la station.
- **observation impossible ou absence de données.**



Le réseau ONDE s'organise selon **deux types de suivis** : un suivi usuel et un suivi complémentaire. La différence entre ces deux suivis réside dans les périodes et fréquences de mise en œuvre des observations sur le terrain.

### - Le suivi usuel

Le suivi usuel vise à répondre à l'objectif de **constitution d'un réseau de connaissance**. Les observations usuelles doivent être stables dans le temps de manière à constituer un jeu de données historiques permettant l'estimation de l'intensité des étiages estivaux par comparaison des informations obtenues avec celles des années antérieures. Pour cela, l'ensemble des stations est suivi régulièrement à des périodes et fréquences fixes définies au niveau national. Le suivi usuel est réalisé mensuellement de façon systématique sur tous les départements métropolitains sur la période de mai à

septembre, au plus près du 25 de chaque mois à plus ou moins 2 jours. Il concerne l'ensemble des stations ONDE du département, c'est-à-dire un minimum de 30 stations par département.

### **- Le suivi complémentaire**

En dehors des périodes de suivi usuel (cf. paragraphe ci-dessus), l'activation anticipée et l'arrêt de ONDE, ainsi que l'augmentation de la fréquence d'observation, peuvent être ordonnés par les préfets de département (MISE) ou sur décision spontanée des services départementaux de l'OFB. Il s'agit du suivi complémentaire dont l'objectif est d'**apporter des informations pour la gestion de situations jugées sensibles**. Son activation peut également être déclenchée à l'échelle du bassin à l'initiative du préfet coordonnateur de bassin si la situation le nécessite ou par le ministère de la transition écologique si un état de crise le justifie à l'échelle nationale.

**Même s'il est préconisé d'effectuer les observations sur la totalité des stations du réseau départemental, le suivi complémentaire peut également se mettre en place sur un sous-échantillonnage de stations ONDE (exemple sur un petit bassin particulièrement impacté par les prélèvements). La fréquence de prospection est laissée à l'appréciation des acteurs locaux : la fréquence maximale peut être hebdomadaire au plus fort de la crise.**

Lorsque les données ONDE ne sont disponibles que mensuellement, l'analyse d'indicateurs complémentaires est nécessaire pour définir les mesures à mettre en place ou à lever. Par exemple, une pluviométrie non significative sur les 7 derniers jours pourra entraîner le passage au niveau de restriction supérieur.

Les données ONDE sont utilisées en priorité lorsque la zone d'alerte n'est pas équipée de stations hydrométriques ou piézométriques.

Dans les zones d'alerte équipées de stations hydrométriques ou piézométriques, les données ONDE sont utilisées au même titre que l'ensemble des éléments d'information disponibles (Article 8.2).

Les conditions de déclenchement des mesures de restrictions liées au réseau ONDE de zones d'alertes juxtaposées d'un même cours d'eau en relation directe amont-aval ou rive droite/rive gauche sont définies en concertation dans le cadre des arrêtés cadres départementaux ou interdépartementaux. Les résultats des stations ONDE situées hors territoire départemental, en tête de bassin versant, pourront être utilisées au même titre que l'ensemble des éléments d'information disponibles.

Les tableaux ci-dessous définissent les **règles minimales à adapter en fonction des spécificités locales, de prise en compte des données ONDE pour la prise et la levée de mesures de restriction des usages. Ces conditions de déclenchement et levée des mesures ne sont valables que dans les cas où les données ONDE sont disponibles au moins deux fois par mois.**

**Conditions de déclenchement minimales (à adapter en fonction des spécificités locales) pour la mise en place de mesures sur les zones d'alerte en lien avec ONDE (applicable quand les données sont disponibles au moins deux fois par mois)**

	<b>Vigilance</b>	<b>Alerte</b>	<b>Alerte renforcée</b>	<b>Crise</b>
<b>Cas 1 : d'une zone d'alerte avec une seule station ONDE</b>	Néant	Premier constat en écoulement visible faible	Deuxième constat en écoulement visible faible	Premier constat en écoulement non visible
<b>Cas 2 : d'une zone d'alerte avec plusieurs stations ONDE</b>	Au moins un constat d'écoulement visible faible	Au moins 1/3 des points en écoulement visible faible	50 % des points en écoulement visible faible ou 1/3 des points avec 2 constats consécutifs en écoulement visible faible	50 % des points en écoulement non visible ou 1 point en assec
<b>Cas 3 : zone d'alerte contenant plusieurs petits bassins et avec des stations ONDE réparties sur l'ensemble du périmètre</b>	Au moins un constat d'écoulement visible faible	Au moins 20 % des points au moins en écoulement visible faible	Au moins 1/3 des points au moins en écoulement visible faible	Au moins 50 % des points au moins en écoulement visible faible

**Conditions minimales (à adapter en fonction des spécificités locales) de levée des mesures sur les zones d'alerte en lien avec ONDE**

	<b>Crise ⇒ AR</b>	<b>AR ⇒ Alerte</b>	<b>Alerte ⇒ Levée des mesures</b>
<b>Cas 1 : d'une zone d'alerte avec une seule station ONDE</b>	Premier constat en écoulement visible	Deux constats consécutifs en écoulement visible	Trois constats consécutifs en écoulement visible acceptable
<b>Cas 2 : d'une zone d'alerte avec plusieurs stations ONDE</b>	100 % des points en écoulement visible	Deux constats consécutifs en écoulement visible pour tous les points	Trois constats consécutifs écoulement visible acceptable pour tous les points
<b>Cas 3 : d'une zone d'alerte contenant plusieurs petits bassins et avec des stations ONDE réparties sur l'ensemble du périmètre</b>	100 % des points en écoulement visible	Deux constats consécutifs en écoulement visible pour tous les points	Trois constats consécutifs écoulement visible acceptable pour tous les points

**Annexe 7: Tableau des mesures minimales de restriction (cf tableau joint)**



## **Annexe 8: Définition technique des compartiments : cours d'eau et nappe d'accompagnement, nappe déconnectée, retenue déconnectée**

Sur le bassin Adour-Garonne, trois compartiments sont définis et sont explicités ci-dessous :

**Cours d'eau et nappe d'accompagnement** : concerne l'ensemble des ressources en eau ci-après :

- Cours d'eau : l'article L 215-7-1 du Code de l'environnement donne la définition suivante : « constitue un cours d'eau un écoulement d'eaux courantes dans un lit naturel à l'origine, alimenté par une source et présentant un débit suffisant la majeure partie de l'année. L'écoulement peut ne pas être permanent compte tenu des conditions hydrologiques et géologiques locales. »
- Cours d'eau réalimenté
- Canal
- Source
- Retenues connectées au milieu naturel :
  - o plan d'eau en travers de cours d'eau (les retenues de réalimentation sont des cas particuliers et font l'objet d'une autorisation administrative et disposent d'un règlement d'eau qui fixe les grands principes de fonctionnement de l'ouvrage) ;
  - o plan d'eau alimenté en continu par une dérivation (pas de déconnexion estivale) ;
  - o plan d'eau sur source ;
  - o plan d'eau connecté en lien avec la nappe d'accompagnement (remise en eau naturelle du site de prélèvement) et gravières.
- Nappe d'accompagnement : la nappe d'accompagnement est la ressource souterraine
  - o en relation avec le cours d'eau, et le plus souvent en connexion hydraulique avec celui-ci ;
  - o et dans laquelle le prélèvement a une incidence sur le débit de ce cours d'eau : les prélèvements effectués dans les aquifères en relation avec les cours d'eau privent ceux-ci d'une partie significative des apports latéraux contribuant à leurs écoulements de base. En effet, lors d'un pompage en nappe d'accompagnement, deux phénomènes sont à prendre en considération :
    - le premier, dont l'impact sur le cours d'eau est immédiat, correspond au transfert d'eau du cours d'eau vers la nappe d'accompagnement induit par le pompage dans la partie de la nappe d'accompagnement la plus proche du cours d'eau ;
    - le second, dont l'impact sur le cours d'eau est différé, correspond à un « manque à gagner » pour le cours d'eau, puisqu'il s'agit de prélever une partie du flux transitant dans la nappe d'accompagnement et donc privant le cours d'eau de cet apport. Cela concerne des prélèvements dans une partie plus éloignée du cours d'eau.

**Nappe déconnectée** : concerne à la fois des nappes libres et des nappes captives non intégrées dans le compartiment précédent.

- Les nappes libres sont des nappes qui sont en relation avec la surface du sol par l'intermédiaire d'une zone non saturée en eau. La surface piézométrique est donc à la pression atmosphérique, et son niveau peut fluctuer entre les hautes et les basses eaux annuelles. Les nappes libres sont généralement peu profondes. Le renouvellement de la ressource dans les nappes libres est rapide, par une fraction de la pluie qui percole à travers la zone non saturée ;
- Les nappes captives sont des nappes comprises entre deux couches géologiques imperméables qui confinent l'eau sous pression, elles sont souvent profondes de quelques centaines de mètres ou plus. Le rééquilibrage entre les prélèvements et les entrées dans les nappes captives à grande inertie est très lent (plusieurs décennies, voire plusieurs siècles). Pour certaines nappes captives peu profondes ou pour les parties proches des affleurements,

elles participent partiellement au cycle hydrologique annuel et/ou leur exploitation peut conduire à une diminution des sorties, et donc à un impact sur les milieux aval.

Ces définitions techniques (nappe d'accompagnement et nappe déconnectée) doivent faire l'objet d'une délimitation à des fins de gestion de la ressource en eau, délimitation effectuée de manière concertée notamment dans le cadre de la réalisation des études de volumes prélevables.

**Retenue déconnectée** : concerne :

- les retenues qui ne sont pas liées au réseau hydrographique et hydrogéologique auquel elles se rapportent pendant la période d'étiage ;
- les retenues de substitution : il s'agit d'ouvrages artificiels permettant de substituer des volumes prélevés en période de basses eaux par des volumes prélevés en période de hautes eaux. Les dispositions instituant la période de remplissage et les contraintes de seuils correspondant à des débits de cours d'eau ou des niveaux de nappe déclenchant ou arrêtant le remplissage, sont notifiées pour chaque retenue par les services de l'État au gestionnaire de la réserve. Le remplissage est interdit en période d'étiage ;
- les retenues collinaires remplies uniquement par ruissellement et eaux de drainage.

Les retenues qui ne répondent à aucun des critères ci-dessus sont considérées comme connectées au milieu naturel.

Le caractère connecté ou déconnecté d'une retenue doit faire l'objet d'un inventaire à des fins de gestion de la ressource en eau et peut faire l'objet d'un acte administratif reconnaissant une gestion dite déconnectée.

Version projet

**Annexe 9: Liste des usines du bassin Adour Garonne dont les ouvrages d'alimentation contribuent à la production d'électricité en période de pointe de la consommation au sens de l'article L. 214-18**

<b>Ouvrages concourant à la production d'électricité de pointe de consommation : usines concernées (art. R214-111-3 du code de l'environnement)</b>		
USINE	COMMUNE	DEPARTEMENT
Usine génératrice dite d'Arrens	ARRENS-MARSOUS	65
Centrale d'Artigues	BAGNÈRES-DE-BIGORRE	65
Usine d'Artouste	LARUNS	64
Usine d'Aston	ASTON	9
Usine hydroélectrique dite d'Auzerette	CHAMPS-SUR-TARENTEINE	15
	LANOBRE et BORT-LES-ORGUES	
Usine de la chute de Bort		19
Usine de la chute de Brassac	BRASSAC	81
Usine de la chute de Brommat	BROMMAT	12
Usine de la chute de Carla	LACROUZETTE	81
Usine de la chute de Castelnau-Lassouts	LASSOUTS	12
Usine de Coindre	SAINT-AMANDIN	15
Usine de la chute de Couesque	SAINT-HIPPOLYTE	12
Usine d'Eget	ARAGNOUET	65
Usine de la chute d'Enchanet	ARNAC	15
Centrale de production d'électricité d'Eylie	SENTEIN	9
Usine de la chute de Ferrières	FERRIÈRES-SUR-ARIÈGE	9
Usine de la chute de Gèdre	GÈDRE	65
Usine de Courbières, dite usine de Golinhac	GOLINHAC	12
Usine de la chute de Grandval	LAVASTRIE	15
Usine de L'Hospitalet	L'HOSPITALET	9
Usine du Hourat	LARUNS	64
Usine de la chute de Lanau	CHAUDES-AIGUES	15
Usine de la chute de Lapan	ASTON	9
Usine de la chute de Lardit	CAMPOURIEZ	12
Usine de Lassoula	LOUDENVIELLE	65
Usine de Laval-de-Cère II	COMIAC	46
Usine de la chute de Marcillac	MARCILLAC-LA-CROISILLE	19
Usine du Mérens	MÉRENS-LES-VALS	9
Usine de Miegebat	LARUNS	64
Usine du Migoëlou	ARRENS-MARSOUS	65
Usine de Montahut (turbine les eaux du Laouzas – Agoût – et les dérive vers le bassin Rhone Méditerranée)	SAINT-JULIEN	81
Usine de la chute d'Orlu	ORLU	9
Usine de la chute de Pinet	SAINT-VICTOR-ET-MELVIEU	12
Usine de Pont de Camps	LARUNS	64
Usine de la chute de Portillon	CASTILLON-LARBOUST	31
Usine dite du Pouget	LE TRUEL	12
Usine de Pradieres	AUZAT	9
Usine de Pragnères	GÈDRE	65
Usine de Saint-Etienne-de-Cantalès	SAINT-ETIENNE-CANTALÈS	15
Usine de Saint-Geniez-O-Merle	SAINT-GENIEZ-Ô-MERLE	19
Usine de la chute de Sarrans	SAINTE-GENEVIÈVE-SURARGENCE	12
Usine de Soulcem	AUZAT	9
Usine de Tramezaygues	GÉDOS	65
Usine de la chute de Treignac	TREIGNAC	19
Usine de la chute du Truel	LE TRUEL	12
Usine de Vintrou	LE VINTROU	81

(liste exhaustive à consulter Article R214-111-3) [https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article\\_lc/LEGIARTI000023096317](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000023096317)